

#1

LES CARNETS DE LA RIV

Le mercredi 11 juin 2025 au Toï Toï le Zinc, La Riposte Villeurbanne (alors dénommée Comité de Quartier de Villeurbanne), a organisé une conférence-débat autour de la question « Sommes-nous dans le fascisme ? » en faisant dialoguer des personnes ayant travaillé sur la question du fascisme, à partir des résultats d'une session d'auto-formation organisée le 18 mai 2025 autour de la même question.

Le présent fascicule rend-compte des échanges réalisés lors de cette conférence-débat.

La Riposte Villeurbanne est un comité antifasciste et populaire, un espace d'auto-organisation visant à lutter contre la progression de l'extrême droite, son idéologie fasciste et ceux qui la propagent, par la construction d'un réseau d'alliances et de solidarités à l'échelle de Villeurbanne, l'organisation d'événements (assemblées, conférences et banquets populaire) et la formation.

contact : comitevilleurbanne@riseup.net



LES CARNETS DE LA RIV

#1

SOMMES
- NOUS
DANS
LE
FASCISME ?



COMPTE-RENDU
DE LA CONFÉRENCE-DÉBAT
DU 11/06/25

intellectuel et qui, par exemple, auraient du mal à suivre cette conférence-débat qui approche des 3 heures. Il s'agit donc d'un effort de simplification et de vulgarisation à effectuer. Pour VISA, il est nécessaire d'approfondir la recherche dans les sciences sociales, ainsi que de développer les pratiques de l'éducation populaire ; les gens sont en capacité de comprendre des concepts parfois complexes, à partir du moment où on arrive à mettre en œuvre les outils adaptés (et qui existent) ; il faut alors plus s'en servir et les déployer plus largement, ce qui nécessite des efforts, une solide mobilisation de tou.s.tes, notamment dans la création de liens. Antoine Dubiau observe une autonomisation d'une partie de la gauche qui se complait dans un type d'action militante qui peut paraître un peu paresseuse et qu'on pourrait caricaturer par : présence en manif ou aux événements culturels de soutien mais absence aux AG ou sur le terrain. Il insiste sur le fait que le tissu populaire organisé n'existe que si on le fait exister ; le maintenir demande du temps, de l'énergie, un investissement dans une organisation (quelle qu'elle soit) mais il s'agit d'une étape nécessaire. C'est sur ces mots que s'achève la soirée, avec une invitation au public de se syndiquer, de rejoindre des organisations militantes et, bien évidemment, de ne pas hésiter à s'investir au sein de la Riposte Villeurbanne.

Ce compte-rendu a fait l'objet d'une série de 3 publications (correspondant aux 3 parties de ce carnet) sur le site Rebellyon :

<https://rebellyon.info/Sommes-nous-dans-le-fascisme-Compte-rendu-31961>

<https://rebellyon.info/Sommes-nous-dans-le-fascisme-Compte-rendu-32016>

<https://rebellyon.info/Sommes-nous-dans-le-fascisme-Compte-rendu-32270>

PRÉAMBULE

Le mercredi 11 juin 2025 au Toï Toï le Zinc, la Riposte Villeurbanne (alors dénommée Comité de quartier -CDQ) a organisé une conférence-débat autour de la question « Sommes-nous dans le fascisme ? » en faisant dialoguer des personnes ayant travaillé sur la question du fascisme à partir des résultats d'une session d'auto-formation organisée le 18 mai 2025 autour de la même question.

Le présent fascicule rend-compte des échanges réalisés lors de cette conférence-débat. Leur présentation est structurée en trois parties : la première porte sur la place des politiques et des structures étatiques dans le processus de fascisation actuel, la seconde s'intéresse au rôle des médias dans le processus de fascisation, et la troisième concerne la fascisation de la société

GENÈSE DE LA SOIRÉE : UN ATELIER D'ÉDUCATION POPULAIRE

À l'occasion d'une séance inspirée des méthodes de l'éducation populaire organisée le 18 mai, plusieurs arguments ont été produits, dans l'optique de répondre à la question : « Sommes-nous dans le fascisme ? ». Il en est ressorti une liste fournie qui faisait pencher la réponse générale vers l'affirmative : dérive autoritaire, censure et répression, uniformisation des discours médiatiques mainstream, détournement rhétorique des aspirations sociales au service d'un projet contre un « ennemi de l'intérieur », néocolonialisme, amplification des idées d'extrême droite. Les contres arguments, plus rares, se rapportaient à l'existence de structures et de législations : l'État de droit, la liberté académique, pédagogique et culturelle, et les organisations de gauche.

Un second temps consistait à présenter ces arguments à un panel de personnes ayant travaillé – ou travaillant – sur la question du fascisme. Ce moment s'est donc tenu au Toï Toï le 11 juin, en présence d'une centaine de personnes. Le choix ayant été fait de n'autoriser aucune captation, et le résultat des échanges s'étant avéré très dense, nous vous proposons un compte-

rendu écrit de cette soirée afin que les absent.e.s mais également les personnes présent.e.s puissent en garder une trace. Notre objectif étant de construire, à l'échelle de Villeurbanne, un bloc commun de réflexions et de connaissances.

LE FORMAT DE LA CONFÉRENCE-DÉBAT

Afin d'organiser les échanges avec les intervenant.e.s, il a été décidé de rassembler les arguments en trois blocs de réflexion-discussion : l'État, les médias, et la société. Trois binômes se sont formés au sein de la commission afin de préparer deux ou trois questions à poser aux invité.e.s. La conférence-débat s'est déroulée sur un format simple : 45 minutes par bloc avec 25 minutes d'échanges avec les invité.e.s, suivis de 20 minutes d'interaction avec le public. La question « sommes-nous dans le fascisme ? » avait vocation à susciter/provoquer une discussion qui soit en relation avec la réalité de nos vies quotidiennes, afin d'éviter de trop s'orienter vers les enjeux théoriques qui, nous le reconnaissons cependant, doivent occuper une place importante dans toute réflexion développée sur le fascisme et le processus de « fascisation » relevé/discuté par de nombreux chercheur.ses.

PRÉSENTATION DES INTERVENANT.E.S

- **Margaux et Alfred, syndicalistes** du réseau VISA69 (Vigilance et initiative syndicale antifasciste), qui mutualise du matériel et propose depuis peu des formations au sein du monde du travail ;
- **Erwan, doctorant** ayant opéré un travail d'observation de terrain dans le « milieu » des groupuscules d'extrême droite et entamant une thèse de sociologie ;
- **Antoine, chercheur** ayant travaillé et publié sur « l'écofascisme » et qui se penche actuellement sur la dimension internationale de l'extrême droite contemporaine ;
- **Lumi, journaliste et vidéaste** travaillant pour plusieurs médias indépendants qui alertent régulièrement sur l'extrême droite en France, également engagée dans une association d'aide aux réfugiés politique d'Amérique latine.

SOMMAIRE

PARTIE 1 : L'ÉTAT	3
PARTIE 2 : LES MEDIAS.....	9
PARTIE 3 : LA SOCIÉTÉ.....	15

PAROLE AU PUBLIC

MENACES SUR LA CULTURE

La première question du public porte sur les espaces culturels : peut-on craindre la perte de ces espaces par un rachat opéré par des acteur.rice.s de l'extrême droite comme cela a été le cas pour certains médias ? Pour Lumi, on peut s'inquiéter des nombreux liens existant entre les partis d'extrême droite et des groupuscules bien plus radicaux. Le fait qu'un parti comme le RN dispose de sommes importantes (par des magouilles, des prêts ou simplement du fait de leurs résultats électoraux) peut en effet inquiéter. Cependant, le pouvoir des milliardaires sur la culture est à nuancer, malgré le cas de la menace de Bolloré qui a menacé de cesser d'investir, dans le cinéma (Canal+) si l'ARCOM supprimait C8 et CNEWS. L'objectif des milliardaires est en effet de multiplier leur projets pour avoir un doigt dans tout et pouvoir disposer d'une influence. VISA donne l'exemple de l'Italie où l'arrivée au pouvoir en 2022 du parti fasciste (Fratelli d'Italia) de Giorgia Méloni a eu des conséquences sur la télévision publique (la Rai) telle que la nomination de proches à sa direction ainsi que la suppression d'intervenant.e.s et d'émissions gênantes (Antonio Scurati et Roberto Saviano). Comme ici avec l'Italie, il est nécessaire de ne pas se limiter à la France dans notre réflexion. À ce titre, une rencontre est organisée le lendemain (12/06) à la bourse du travail de Lyon avec Béto Pianelli, secrétaire du syndicat du métro de Buenos Aires et responsable de la Central de Trabajadores y Trabajadoras de la Argentina (CTA-T).

COMMENT ET DANS QUELLE DIRECTION S'ENGAGER ?

La question du public qui clôt la soirée porte sur l'action concrète que les forces de gauche peuvent engager afin de contrer et défaire le processus de fascisation en cours. La question porte notamment sur les moyens à mettre en œuvre, notamment sur le plan du langage, pour toucher des personnes qui évoluent hors d'un cadre

organisations de gauche dans cette « France périphérique », notamment une introspection dans le milieu du travail : radiation syndicale d'élus.e.s d'extrême droite, lutte contre la perméabilité aux idées fascistes dans notre sein, mise en place de systèmes d'alerte pour recadrer, voir radier les éléments problématiques, et enfin formation des militant.e.s pour porter des idées antifascistes.

LES ATTAQUES CONTRE LA LIBERTÉ ACADEMIQUE

La dernière question posée par le CDQ porte sur la question de la liberté académique et, plus largement, de la censure (et auto-censure) qui frappe de plus en plus les milieux culturels. Le principal exemple évoqué est l'annonce par Laurent Vauquiez de la suspension des aides de la région Auvergne-Rhône-Alpes à l'université Lyon-II, qu'il accuse de « dérive islamo-gauchiste ». Dans quelles mesures les idéologies néolibérales et conservatrices qui s'attaquent à l'université, à l'école, à la culture et à la santé, participent-elles un même projet politique et idéologique ? Est-ce que le génocide en cours en Palestine ne vient-il pas faire bouger les frontières politiques et partisans ? Selon VISA69, on constate une percée de l'extrême droite dans enseignement supérieur (aussi bien à Lyon 1, 2 et 3) ; les conflits, l'abattage médiatique visant les universités ou la remise au cause de certains financements rendent difficile la politisation à gauche ; ces attaques ont des motivations aussi bien politiques qu'économiques. Antoine rebondit sur cette affirmation en insistant sur la recherche de la rentabilité dans le milieu de la recherche, ce qui induit le conditionnement de certains sujets de recherche à des impératifs fixés par des entreprises privées. Ce contexte s'avère favorable aux attaques de l'extrême droite menées contre et au sein des universités.



PARTIE 1 : L'ÉTAT

LE CAS DE LA RÉPRESSION SYNDICALE

La conférence-débat démarre par la présentation d'une bonne partie des arguments relevés le 18 mai qui confortent l'idée que nous serions « dans le fascisme » : dissolutions d'organisations antiracistes ou antifascistes, stigmatisation de certaines actions de soutiens, volonté pour l'État d'échapper aux impératifs de transparence (vente d'armes) et répression touchant les journalistes, interdictions de manifestations et volonté de prévenir, par la peur, de possibles manifestations. La première question posée est de savoir dans quelles mesures ces pratiques peuvent-elles rappeler un modus operandi des régimes fascistes ?

La première réponse apportée l'est par VISA69 qui rappelle qu'un point semble avoir été éludé le 18 mai, à savoir la répression qui frappe le monde du travail, et plus précisément l'action des syndicats. Bien que n'étant pas propre au fascisme, celle-ci est en augmentation depuis plusieurs années en France et se manifeste par des licenciements de délégué.e.s ou de convocations policières et judiciaires pour des prises de position. La camarade syndicaliste rappelle que l'objectif de cette répression est de « faire peur » afin de prévenir l'action collective syndicale qui demeure un levier très puissant face à l'extrême droite.

LES LIMITES DE L'ANALOGIE HISTORIQUE ET LES TROIS DIMENSIONS DU FASCISME

Antoine Dubiau considère que cette façon de chercher des « formes fascistes » aux pratiques contemporaines peut nous « brider » dans notre réflexion et notre observation. Il rappelle que le fascisme ne se reproduira pas à l'identique

et qu'il est nécessaire d'observer les transformations qui s'opèrent, notamment dans le domaine de la répression. En effet, en un siècle, celle-ci a évolué conjointement avec le tissu social ; il faut également prendre en considération le développement des moyens de répression et de surveillance de l'État. Il insiste donc sur un rejet de l'analogie historique quand il s'agit de penser le fascisme contemporain. Il insiste également sur le fait de ne pas se limiter à l'observation de la pratique du pouvoir, mais également à se pencher sur l'idéologie qui définit aussi le fascisme : « un projet de régénération nationale, culturelle, identitaire ». Une troisième dimension du fascisme est incarnée et portée par une nébuleuse d'organisations qui défendent cette idéologie. Il soulève également le fait que, concernant les gouvernements, on observe une dynamique-force économique qui pousse leur exercice du pouvoir vers la droite, sans que cela ne résulte d'une idéologie fasciste, vue alors comme un « pire » porté par les organisations d'extrême droite.

LA RÉPRESSION DE L'ÉTAT ET LES GROUPUSCULES FASCISTES

Erwan approfondit la réponse en développant sur cette troisième dimension du fascisme, à savoir ce « petit milieu » (entre 3000 et 4000 individus) des groupuscules d'extrême droite qu'il étudie. Les logiques qui les animent sont autres que celles de l'extrême droite habituelle. Il ne faut pas se focaliser sur ces personnes dont un certain nombre se revendique en interne comme « fascistes », « néo-fascistes » ou « nationalistes révolutionnaires ». Il souligne que ces organisations ont un rapport différent à la manifestation ainsi qu'à une police qui ne les inquiète qu'assez peu. Mais bien que des liens puissent être faits avec l'État (exemple récent avec Retailleau et Nemesis), on a du côté de l'État une crainte de cette radicalité, d'où les nombreuses dissolutions sous Macron. On observe d'ailleurs que les salves de dissolutions englobent à chaque fois des organisations de droite et de gauche, ce qui permet de renforcer cette image de neutralité du gouvernement et également de médiatiser ce « pire ».

UN PROCESSUS DE FASCISATION

Lumi revient pour sa part sur la violence de l'État, que ce soit lors des manifestations, dans les quartiers populaires ou à l'Outre-mer (Kanaky). Par sa remise en cause de l'État de droit, Retailleau est emblématique d'un pouvoir qui semble décidé à passer en force et ne pas écouter le peuple. Ainsi, il serait plus approprié de parler de processus de fascisation en cours. La direction prise par l'État

droite par racisme ? Le déclassement vécu ou ressenti tient-il uniquement pour eux à des causes économiques ? Quelle place peut occuper le racisme ? En effet, il est possible d'être dominé sur le plan économique tout en cherchant à occuper une place de dominant sur un « plan racial ». Le concept de « France périphérique » symbolise un clivage entre les métropoles (villes, banlieues et couronne périurbaine) et les espaces ruraux. Toujours selon Antoine, il s'est largement diffusé une idée erronée selon laquelle ces métropoles vues comme multiculturelles seraient les grandes gagnantes dans le cadre de la mondialisation, au détriment des espaces ruraux qui en seraient les perdants. Cette erreur repose sur un amalgame entre périphérie sociale et périphérie géographique. De fait, les populations les plus pauvres se trouvent dans ces métropoles ; l'erreur vient souvent du fait que dans les territoires ruraux, la pauvreté observée peut sembler plus homogène. L'électorat rural du RN cherche avant tout à défendre une stabilité sociale existante qui comprend une dimension raciale. Le principal problème qui se pose dans ces territoires est le très faible accès à des tissus sociaux et associatifs, qu'il est possible, de façon urgente et impérative, de reconstruire, afin d'aider à lutter contre la diffusion des idées d'extrême droite.

APPROPRIATION DES PRATIQUES ET DES TERMES

VISA69 rappelle le cas de syndicalistes qui se sont présentés sur des listes du RN lors des élections de 2024. Si la CFDT et la CGT les ont radiés rapidement, d'autres syndicats prônent la neutralité politique. On constate que depuis plusieurs années, les discours d'extrême droite se sont diffusés et sont portés de façon assumée dans des catégories sociales telles que les professions intermédiaires ou les fonctionnaires. Des organisations sont apparues au sein de cercles opprimés, tels que le collectif Eros qui se présente comme « gay patriote » et qui porte des discours racistes et transphobes, ou encore Nemesis qui reprend de nombreux codes et pratiques féministes. Cela force de nombreuses organisations de gauche à consacrer du temps et de l'énergie (en développant l'auto-défense) pour contrer ces collectifs d'extrême droite. Le doxxing (divulgarion de données personnelles) de militant.e.s – avec le relais d'élus locaux – permet souvent de couper les subventions locales aux organisations. Le principal souci que pose ces organisations réside dans leur appropriation de nombreux termes et de gauche tels que « autonomie », « féminisme » et « écologie », ce qui est très problématique car des gens peu politisés peuvent se faire happer et tomber dans le panneau. Il y a un travail à réaliser par les

Quelles évolutions observe-t-on depuis les années 2000, en ce qui concerne les groupes fascistes (forme, nombre, organisations, pratiques, présence dans l'espace médiatique, idées...) mais aussi concernant les réponses qui peuvent être apportées en face ? Le cas de l'appropriation d'idées telles que la justice sociale, le féminisme ou l'écologie par l'extrême droite interrogent particulièrement. Selon Erwan, les services de renseignements insistent généralement sur la stabilité de leur nombre (même si on pourrait argumenter une légère hausse). Concernant les activités de l'extrême droite, on observe que la fenêtre d'Overton a eu tendance à se déplacer doucement : des actions qui auparavant étaient médiatisées dans la catégorie des faits divers trouvent aujourd'hui leur place dans les pages politiques des médias. Bien que les groupuscules d'extrême droite (les quelques 3000 militants les plus à droite de France) forment un monde à part, ils construisent et entretiennent des liens avec le reste de la société. Si on observe des pratiques telles que le salut nazi, la violence de rue ou des actes qui rejettent la pratique classique de la politique, on constate également chez eux une volonté d'entrer dans le champ politique et se rendre acceptables. Un exemple est celui de l'action menée par Génération Identitaire dans les Pyrénées, à la frontière espagnole : former un petit groupe qui développe des actions locales non violentes mais spectaculaires et médiatisées. Selon Lumi, on doit noter une victoire locale, à savoir la fermeture de plusieurs locaux tenus par l'extrême droite (la Traboule et l'Agogée) en juin 2024 (après 13 ans d'existence). Elle note que ces fermetures s'avèrent bien plus efficace que la simple dissolution des organisations. Il est cependant rappelé par Erwan que ce genre d'atomisation des structures d'extrême droite radicale conduit souvent à un sursaut de violence dans la rue, pratique redevenant exclusive ; tandis qu'un maintien de ces structures, si elle leur assure une montée en puissance politique, incline les militant.e.s à modérer leur violence de fait pour soigner leur « façade publique ». À chaque conjoncture son moindre mal.

LA « FRANCE PÉRIPHÉRIQUE » ET LE VOTE D'EXTRÊME DROITE

Antoine tient à distinguer trois strates dans la montée du fascisme : les dynamiques politiques dans les hautes sphères (État, partis politiques, haute bourgeoisie), les groupuscules d'extrême droite et enfin une base sociale composée d'environ 10 millions d'électeur.rice.s. Cette distinction est importante dans les stratégies à développer face à l'extrême droite. Comment aborder cette masse d'électeurs que certains qualifient de « fâché.e.s mais pas fachos » ? Est-ce que les idées de ces gens se développent ? Les gens votent-ils à droite et à l'extrême

se manifeste notamment par la hiérarchisation des personnes, notamment sur des critères racistes, et l'application d'un « darwinisme social » qui semble s'accorder avec le néolibéralisme pour considérer que les inégalités sont naturelles. On trouve ici un point de convergence avec l'idéologie d'extrême droite. L'autre point qu'elle soulève est la criminalisation de la gauche, qui s'est manifestée par des demandes de dissolution de la France insoumise (LFI), ce qui traduit une atmosphère dangereuse nécessitant une grande vigilance.

UN PROJET PORTÉ PAR LE GOUVERNEMENT ?

L'ensemble des réponses ayant balayé un large spectre des enjeux relatifs à l'État, la seconde question posée par la commission du CDQ se focalise sur le processus de fascisation : est-ce que l'État – ou plutôt le gouvernement – contiendrait un projet « fasciste » qui viserait à une purification de notre société ? Antoine Dubiau rappelle qu'il s'agit d'un débat en cours entre historiens et politistes : peut-on parler de fascisme aujourd'hui ? Le terme a une fonction intéressante car il caractérise quelque chose et peut mobiliser des affects au sein de la mobilisation. Il juge cependant le terme comme assez galvaudé, du fait de son usage politique, notamment à gauche, pour disqualifier/insulter des adversaires politiques. Cet usage pose problème en ce qu'il jette un voile sur le projet politique spécifique que porte le fascisme.

LE FASCISME DANS UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE

Ce projet qu'il qualifie de « régénération nationale » a deux ennemis : un « extérieur » et un « intérieur ». La politique de répression étatique largement évoquée jusqu'alors désigne un « ennemi intérieur », qu'il s'agisse des Juif.ve.s au temps des fascismes historiques ou actuellement de l'ensemble gauche-Musulmans-LGBTQ. Le cas de l'ennemi extérieur est quant à lui plus difficile à identifier du fait de la transformation de l'organisation mondiale de l'économie depuis plusieurs décennies. En effet, si par le passé la compétition économique entre nations amenait les bourgeoisies à soutenir les fascistes de leur pays, on constate désormais que la division internationale du travail a brisé une dynamique fondamentale pour les fascismes du XXe siècle. Il en résulte que les capitalistes ne soutiennent plus forcément les fascistes de leur pays, en témoigne la présence de Bernard Arnaud à l'investiture de Trump. On assiste donc à une forme de brouillage géographique sur un plan qui a eu auparavant un rôle très structurant.

LES MIGRANT.E.S, UN NOUVEL « ENNEMI EXTÉRIEUR » ?

Mais alors, est-ce que la question migratoire ne fournirait pas aux fascistes un nouvel ennemi extérieur ? Lumi rappelle que le suprémacisme blanc demeure un fondement de l'idéologie fasciste. On assiste actuellement à des meurtres racistes qui ne sont que timidement condamnés par le gouvernement. (Elle rappelle que sont martelés ces trois i : immigration, insécurité et islam.) La bourgeoisie et le patronat semblent s'accommoder des différentes formes que peut prendre le « privilège blanc » et tendent à diffuser des éléments de langages de l'extrême droite telles que « le grand remplacement » qui est désormais porté par Léa Salamé, et plus seulement Eric Zemmour. Lumi rappelle que la hiérarchisation des personnes est portée de manière bien plus subtile que par le passé : l'extrême droite parle de « cultures qui sont incompatibles », ce qui permet d'attaquer les noirs et les arabes sous couvert de critiquer l'islam. C'est notamment sur ce point qu'on peut démasquer certaines figures médiatiques présentées comme de gauche (Franc Tireur) mais qui tendent à impulser des politiques fascistes.

L'ÉTAT DEMEURE UN ÉLÉMENT CENTRAL

Margaux rappelle qu'en 2014, le gouvernement « de gauche » a mis en place la déchéance de nationalité. Il convient de se poser la question des rapports de force au sein de l'économie (entre salarié.e.s et patron.ne.s), et du rôle central que joue l'État par ses discours, ses législations ou encore sa répression. D'un autre côté, elle soulève le fait que plusieurs éléments caractéristiques des régimes fascistes demeurent absents en France, qu'il s'agisse du culte du chef, de la propagande, des emprisonnements politique de masse ou des éliminations physiques des opposants. Malgré la violence employée, la répression des manifestation se veut « non létale », contrairement à ce qu'on peut observer dans d'autres pays tels que la Turquie.



PARTIE 3 : LA SOCIÉTÉ

LA FASCISATION DE LA SOCIÉTÉ

Toujours dans une salle remplie et attentive malgré la chaleur, le troisième binôme du CDQ villeurbannais présente le dernier bloc de la soirée : la société. Il s'agit essentiellement de la diffusion et de l'évolution des idées fascistes, et les conséquences de leur infusion dans la société, notamment en terme d'impact sur les libertés académiques, pédagogiques ou encore culturelles. En revenant sur la session du 18 mai et la question « sommes-nous dans le fascisme ? », plusieurs arguments sont présentés : les réalités sociales et politiques sont regardées de façon quasi-systématique par une grille de lecture raciste et sécuritaire ; l'amplification des idées d'extrême droite par les médias ; le détournement rhétorique des aspirations sociales qui sert un projet désignant un ennemi intérieur avec un acharnement généralisé ; l'utilisation de valeurs inversées (fémonationalisme, hommes victimes des femmes, racisme anti-blanc, assimilation de l'extrême gauche à l'extrême droite, cancel culture et wokisme) justifie les attaques contre les minorités et ceux qui les soutiennent. D'un autre côté, certains arguments relevaient la persistance d'un régime de liberté (pédagogique, académique, culturelle) ainsi que d'organisations qui protègent, dénoncent et alertent, et soulevait une question : le terme fascisme n'est-il pas obsolète face à d'autres formes de régimes autoritaires (néolibéralisme autoritaire, extrême-centre ou libertarianisme).

LES ÉVOLUTIONS DE L'EXTRÊME DROITE

Suite aux nombreux échanges ayant précédé ce bloc thématique, la première question posée aux intervenants cherche à développer la réflexion sur les dynamiques liées au processus de fascisation, déjà évoqué à plusieurs reprises.

sible le travail mais aussi de répondre à la pression des puissants.e.s. En effet, les principales attaques que subissent ces médias sont des actions légales qui coûtent cher en temps, en énergie et en frais de justice. Par exemple, à l'occasion de l'affaire et des procès Sarkozy, Mediapart a reçu de nombreux dons qui lui ont permis de rester à flot financièrement. Elle cite d'autres cas plus compliqués, tels que celui d'Anne Lavrilleux – journaliste de Disclose qui a enquêté sur les ventes d'armes à l'Égypte – qui, après avoir été mise en garde à vue 39h puis vue son domicile perquisitionné, a été convoquée au tribunal en janvier 2025 ; l'année dernière, une journaliste de Blast qui enquêtait sur les ventes d'armes en Israël, a également été mise en garde à vue à l'issue d'une manifestation. Elle souligne l'importance des relais sur le terrain, qu'il s'agisse de associations, de travailleurs ou de lanceurs d'alerte.

INVESTIR LE TERRAIN FACE AUX MILLIARDAIRES

Une troisième personne du public demande comment expliquer la place centrale qu'occupe cette suprématie blanche chez les milliardaires ? Y croient-ils vraiment ou bien s'agit-il d'une forme d'opportunisme à visée économique ? Selon Antoine Dubiau, l'idéologie et la recherche du profit sont ici indissociables ; ces milliardaires croient sûrement à une partie des idées suprémacistes diffusées dans leurs médias. Il rappelle qu'à l'instar de Bolloré, leur richesse s'est construite sur des fondations impérialistes et néo-colonialistes fortement teintées de racisme. Les membres de VISA69 constatent que certains médias produisent des discours qui s'autoalimentent ; sur certains thèmes ou événements, la plupart des médias se passent la balle sans forcément produire une vérification des faits. Une piste serait de confronter ces informations à la réalité. Il s'agit de vérifier dans quelle mesure elles correspondent à des expériences concrètes et, par ce biais, de démonter les discours idiots et racistes. Une piste serait de se concentrer sur les outils dont on dispose et qui manquent aux milliardaires, à commencer par la présence sur le terrain ; en ce sens, le média le plus accessible à nos organisations et à chaque individu est de parler directement à ses connaissances, amis, collègues, voisins, passants... La distribution des ressources diverses, l'affichage et les événements publics sont susceptibles de créer un cercle vertueux.

PAROLE AU PUBLIC

TRAVAILLER SUR LES REPRÉSENTATIONS DU FASCISME

Après ces tours de table, la parole est donnée au public. La première question porte sur la représentation du fascisme au sein de l'imaginaire populaire. La participante se demande en effet à quel point il est facile pour une personne « lambda » ou peu politisée de se rendre compte du processus de fascisation évoqué. Après avoir appuyé l'affirmation que l'usage récurrent du terme « fascisme » lui a fait perdre de sa valeur/pertinence, elle soulève le fait que l'impact du fascisme de l'entre-deux-guerres sur les imaginaires rend difficile la conception d'un fascisme en dehors de la figure du nazi en uniforme. Afin d'insuffler un peu d'optimisme au tableau qui a été dépeint, quels sont les moyens d'agir sur ces représentations afin de sensibiliser le plus grand nombre au processus de fascisation en cours ? Alfred (VISA69) rappelle que ce chantier repose sur un travail collectif de terrain, d'analyse et de diffusion. Il prend pour exemple la publication d'un ouvrage qui traite de l'expérience des « mairies brunes » qui ont été gagnées par l'extrême droite. Les différents travaux produits par les organisations (syndicales et politiques) et les chercheurs nécessitent un effort de diffusion sur le terrain par les militants.e.s, notamment par le biais d'outils de l'éducation populaire. Il insiste donc sur le caractère fondamental de l'organisation collective.

L'OBJECTIF DES DISCOURS DISCRIMINATOIRES PORTÉS PAR L'ÉTAT

Un autre membre du public demande si on observe une transition entre un État qui porte des discours discriminatoires pour défendre des intérêts structurels et l'arrivée au pouvoir de personnalités telles que Retailleau qui portent des discours ouvertement discriminatoires dans une optique bien plus carriériste ? Pour Antoine Dubiau, il s'agit là d'une dynamique dialectique avec un effet d'entraînement assez difficile à repérer, mais on observe bien un continuum. Lumi développe le cas de Gabriel

Attal, qui a profité médiatiquement de son interdiction de l'abaya ou, plus récemment, du gouvernement avec le rapport sur les frères musulmans. On observe des stratégies de communication qui, pour des objectifs souvent carriéristes, amplifient et légitiment des discriminations.

UNE VIOLENCE D'ÉTAT QUI NE CIBLE PLUS SEULEMENT LES MINORITÉS

Une troisième question du public porte sur l'exemple d'un homme blanc cis hétérosexuel qui avance qu'il ne se sent pas individuellement mis en danger par le fascisme mais qui se mobilise néanmoins en défense d'un proche (racisé) bien plus menacé ; quel impact cela a-t-il sur les mouvements d'extrême droite ? Alfred de VISA69 demande si cette personne travaille, si elle aspire à de meilleures conditions de travail, des services publics de qualité, des prestations sociales... Il souligne le fait que l'angle du racisme peut faire oublier que l'extrême droite s'attaque aussi aux libertés politiques et aux droits sociaux. Antoine Dubiau relève que la bascule entre la société néolibérale et le fascisme est devenue bien moins nette du fait des formes de violences étatiques (par exemple les violences policières aux États-Unis) qui se sont intensifiées et systématisées depuis un siècle. Ce continuum est difficile à identifier, notamment pour une personne isolée, car ce basculement prend la forme quantitative d'un changement d'échelle : la violence de l'État ne se contente plus de seulement cibler des minorités, mais une part de la population de plus en plus large. Face à cela, on peut construire des solidarités qui permettent de développer cette conscience du changement d'échelle de l'exercice de ces violences.

grande partie des ruraux, souvent plus âgés que la moyenne des militant.e.s d'extrême droite. Il a pu observer des dynamiques qui amènent certains individus à passer idéologiquement du Gaullisme au fascisme en quelques mois. Les médias y jouent leur part mais d'autres facteurs entrent en jeu – ce sera l'objet du 3e bloc de discussion.

PAROLE AU PUBLIC

ÉLARGIR LA FOCAL AU-DELÀ DE CNEWS & CO

La première question du public porte sur le rôle apparemment central de Bolloré – qui est la cible d'une importante mobilisation « Désarmer Bolloré » – et, plus généralement des milliardaires. Le fascisme ne repose pas sur le financement de quelques milliardaires, ce focus ne sert-il pas alors de diversion ? Antoine Dubiau rappelle que, selon lui, on accorde trop d'importance à la sphère médiatique, au détriment de nombreux autres secteurs de la société, ce qui peut s'avérer problématique dans les modalités d'organisation et d'action contre la fascisation. De plus, il insiste sur le fait que les médias sont toujours susceptibles de tomber dans un jeu de marchandisation de l'information.

L'IMPORTANCE DU SOUTIEN AUX MÉDIAS INDÉPENDANTS

La seconde question porte sur ce que pourraient être les modalités d'une riposte médiatique antifasciste, au delà du soutien financier apporté aux médias indépendants. Que faire face à Twitter – devenu X depuis son rachat par le milliardaire d'extrême droite Elon Musk – et les autres vitrines de l'extrême droite ? Selon Lumi, tous les médias sont susceptibles de se tromper, diffuser de fausses informations ou être à côté de la plaque à un moment donné. Il est donc nécessaire de maintenir une surveillance les concernant et, si besoin, de savoir les rappeler à l'ordre. Elle insiste par ailleurs sur la nécessité de soutenir financièrement les médias d'enquête indépendants car l'argent permet non seulement de rendre pos-

LE RACHAT DE L'ÉCOLE SUP. DE JOURNALISME DE PARIS

Il y a bien une offensive idéologique de certains patron.ne.s, milliardaires et autres membres de la bourgeoisie conservatrice mais elle n'explique pas à elle seule la montée des idées d'extrême droite. De nombreux sociologues ont observé une standardisation de la composition sociale des journalistes ainsi que de leur formation. Il évoque également le rachat de l'école supérieure de journalisme (ESJ Paris) par un consortium de milliardaires (Bolloré, Saadé, Arnault et Dassault) – ils y ont placé à sa tête Vianney d'Alañon, une personne connue pour ses idées d'extrême droite, avec Bernard de la Villardière comme adjoint.

UN COMLOTISME ISLAMOPHOBE

La seconde question concerne les points de ruptures, et notamment la commande et publication très médiatisée d'un rapport sur l'activité des frères musulmans en France, ce qui vient nourrir la polémique raciste autour du « grand remplacement ». Ce « complotisme islamophobe » dont certains parlent peut-il être comparé à un « complotisme judéo-bolchevique » des années 1930 ? Observe-t-on ici d'un point de bascule vers une forme de fascisme ? Cette comparaison peut-elle être considérée comme pertinente ?

Lumi précise qu'après quelques jours de forte médiatisation, le rapport sur le « frérisme » a été un peu oublié ; elle soulève néanmoins sa dimension symbolique. En effet, il semble qu'il y a toujours la recherche d'une opportunité de pointer du doigt les musulman.e.s et/ou les personnes racisées, qu'on associe au terrorisme. Il s'agit bien d'une forme de complotisme, notamment en ce qui concerne la question migratoire, traitée sous un angle raciste qui se dissimule sous la question culturelle. Le danger de ces discours sont qu'ils incitent à des violences envers les personnes, en témoigne le site Boulevard Voltaire, qui a produit et diffusé une cartographie des mosquées de France à côté d'appel à la préparation d'une guerre civile « qui sera aussi une guerre de civilisation ».

RADICALISATION ET PASSAGE À L'ACTE

Erwan rappelle qu'il existe un terrorisme d'extrême droite dont certains acteur.rice.s peuvent se nourrir de messages portés par certains médias, notamment dans le cas de passage à l'acte. On constate que, contrairement au temps de l'OAS, les profils de terroristes d'extrême droite sont aujourd'hui en



PARTIE 2 : LES MÉDIAS

LE RÔLE DES MÉDIAS DANS LE PROCESSUS DE FASCISATION

Le second binôme du CDQ rappelle que la question des médias (moyens de communication utilisés pour diffuser de l'information à un public) est ressortie à de nombreuses reprises lors de la séance du 18 mai. Le constat était que des idées liberticides et fascistes envahissent l'espace public en toutes ses zones et saturent l'espace médiatique. De plus, l'idéologie raciste et islamophobe marque le discours de tout le monde, de gauche à droite, avec une radicalisation permanente. Comment penser et construire nos luttes ensemble contre un des aspect du fascisme (à savoir un mouvement situé et composé d'un ensemble d'organisations au service et à la défense de l'idéologie et du pouvoir autoritaire) ?

Comment caractériser le fascisme dans son aspect médiatique ? Observe-t-on une volonté idéologique des milliardaires de mettre les médias au service d'un projet politique (comme c'est le cas pour Pierre-Édouard Stérin qui a investi plusieurs millions d'euros dans un tel but) ? Ou alors il s'agirait d'une simple volonté de capitaliser sur les idées d'extrême droite pour faire du profit (comme peuvent le faire certains youtubeur.se.s) ? Ou serait-ce plutôt un mélange des deux hypothèses ?

NE PAS SE FOCALISER UNIQUEMENT SUR LE CAS BOLLORÉ

Lumi rappelle le travail fourni par le site rue89 Lyon sur l'extrême droite et des menaces dont sont victime ses journalistes. Il ne faut pas trop se focaliser sur les milliardaires. Il y a un phénomène engagé depuis les années 1980 avec l'apparition de l'extrême droite à la télévision. Mais il est vrai qu'il y a une stra-

tégie assumée de la part de certains milliardaires tels que Bolloré (qui parle de « mission civilisationnelle »). De plus, on constate que ce dernier ne gagne pas forcément d'argent (les amendes de C8 et Hanouna lui coûtent) mais il peut se servir des médias pour empêcher des journalistes d'enquêter sur ses affaires en Afrique notamment. Lumi rappelle que Bolloré possède Cnews et Europe 1. Le renouvellement de Cnews par l'ARCOM (dont le président est nommé par Macron) est un signe de la bienveillance du pouvoir vis-à-vis de ces médias. La question du service public se pose également : J.-M. Le Pen a été invité en premier sur une chaîne service public (Antenne 2) ; Eric Zemmour a été introduit et popularisé par Laurent Ruquier sur France 2 ; et plus récemment sur Franceinfo une discussion décontractée a porté sur le projet de riviera de Trump à Gaza. Au-delà de tous ces exemples, Lumi souligne que cette dérive n'est pas à l'œuvre uniquement dans les médias de Bolloré. Il s'avère indispensable et urgent d'interpeller tous les médias, à l'instar du rassemblement massif organisé devant TF1 lors de la diffusion d'une interview de B. Netanyahu le 30 mai 2024.

LE RÔLE DES ORGANISATIONS ET DE L'ACTION COLLECTIVE VIS-À-VIS DES MÉDIAS

Alfred de VISA69 insiste sur le soutien qui doit être apporté par les organisations syndicales et politiques à la presse indépendante. Les organisations syndicales ont leur propre presse, qui joue un rôle très important de production et de diffusion de contre-discours. Les organisations doivent se saisir des informations portées par les médias indépendants et les diffuser sur le terrain. Il prend l'exemple de Fos-sur-Mer où les dockers se sont servis des informations dénichées par le média Disclose.ngo pour bloquer l'expédition d'armes vers Israël ; or, on sait que de nombreuses livraisons d'armes sont passées sous les radars des organisations syndicales. L'information joue donc un rôle primordial dans l'alimentation de nos luttes syndicales et politiques. Il rappelle également que la presse fait partie du service public dont la « casse » (exemple : fin de la redévance) impacte fortement les conditions de travail des journalistes, ainsi que le financement et le contrôle des médias. Margaux rappelle que l'action collective, dont celle des syndicats de journalistes, peut permettre de bloquer certaines initiatives des milliardaires (exemple de la mobilisation des salarié.e.s de Bayard presse qui a permis de bloquer l'entrisme de Sterin).

TRADITIONALISME ET CONTRE-RÉVOLUTION

Erwan revient sur la question de la recherche du profit par des individus tels que Retailleau ou encore Bolloré et Stérin. Ce sont des personnes qui n'ont pas une idéologie fasciste en soi. Retailleau est issu du MPF de Philippe de Villiers dont il a été le bras droit ; il s'agit là d'une tradition d'extrême droite assez ancienne car issue de la contre-révolution (les « blancs » ou « ultras ») qui s'est incarnée durant le régime de Vichy et aujourd'hui portée par les « catho-tradi ». Ce courant se distingue du fascisme par l'absence d'une caractéristique propre au fascisme italien ou au nazisme : un « saut qualitatif » qui peut être conçu comme « révolutionnaire » et qui est souvent exprimé sous le terme d'« ordre nouveau ». Chez les conservateurs français cités plus haut, il y a plutôt un attachement et une volonté de retour à un ordre ancien. Il faut donc se garder d'une vision du fascisme trop calquée sur les modèles italiens et allemands, quand l'extrême droite française s'ancre d'abord dans ce ultraconservatisme qui s'est manifesté à l'occasion de la manif pour tous.

LE CONTRÔLE D'UNE RESSOURCE FONDAMENTALE : L'INFORMATION

Selon Antoine Dubiau, intérêts idéologiques et économiques semblent aller de pair dans la politique d'hégémonie de ces acteurs. Il critique le fait d'accorder trop d'importance à la question médiatique dans l'étude du processus de fascisation ; il prend pour exemple le projet de Stérin dont les chiffres (150 millions sur 5 ans) ne pèsent qu'assez peu à l'échelle de l'ensemble du monde médiatique (plusieurs dizaines de milliards par an). La concentration des médias entre les mains de quelques-uns accompagne un processus plus global de concentration des capitaux à l'œuvre depuis déjà un moment. Si les milliardaires en question investissent dans les médias, c'est aussi pour diversifier leurs activités. La marchandisation de l'information dépasse désormais la simple recherche du profit, tant l'information est devenue une donnée fondamentale dans le système économique. L'importance des réseaux sociaux ainsi que la concentration de leur propriété (rachat de Twitter par Elon Musk) témoignent aussi de cette transformation.